

session et la prochaine qui aura lieu probablement en mars et même en avril. Autrement notre travail sera inutile, tandis que nous pourrions aider le gouvernement en lui proposant une ligne de conduite ou des méthodes pratiques pour écouler ce matériel. Je parle en mon nom et en celui de quelques-uns des membres de mon parti quand je dis que nous devrions considérer la question de modifier le Règlement de manière à pouvoir poursuivre nos séances d'ici la prochaine session, quitte à nous transformer en commission royale.

M. SHAW: Monsieur le président, voilà une question qui mérite considération. Pour ma part, j'approuve l'idée de mon collègue.

M. MARQUIS: Je ne vois pas l'utilité d'une commission royale pour le moment. On nous a demandé d'enquêter sur ces questions. Nous nous sommes mis à la tâche et nous aurons, je crois, le temps de la poursuivre durant l'intersession. M'est avis que l'on sollicite l'institution d'une commission royale pour enquêter sur des manquements que nous ne pouvons présentement prévoir.

M. CLEAVER: En ce moment, tout comme cela s'est vu en maintes occasions au comité des dépenses de guerre, nous sommes arrivés au point où nous devons prendre une décision. Je sais que chaque membre du comité ne demande qu'à rendre service. Au cours des dernières semaines, les représentants les plus haut placés de la Corporation des biens de guerre ont comparu devant nous. Ils nous ont généreusement accordé tout le temps voulu pour répondre à toutes les questions que nous leur avons posées. Nous avons été à même de leur soumettre toutes nos propositions qui, j'espère, leur seront utiles, car je suis persuadé qu'ils en tiendront compte.

Néanmoins, je tiens à dire que si nous accaparons plus longtemps le temps de ces messieurs, nous irons à l'encontre du but que nous recherchons et nous nuirons au travail de la corporation au lieu de l'aider. Tout membre du comité qui aurait quelque proposition à soumettre devrait le faire dès maintenant. Pour ma part, il m'a été impossible d'assister à toutes les séances mais j'en ai suivi la marche de très près. Je profite de l'occasion pour remercier personnellement M. Berry et son personnel très compétent pour l'efficacité et l'empressement qu'ils ont mis à échafauder et à entreprendre une tâche aussi colossale. Je reconnais qu'en poursuivant notre enquête pendant quelques semaines, nous pourrions trouver d'autres propositions à soumettre mais, quelque profitables qu'elles puissent être, elles ne compenseraient pas le temps que nous faisons perdre à ces messieurs. Je me propose d'appuyer le rapport du comité d'organisation.

M. REID: Voilà une question à laquelle j'ai songé depuis que le comité d'organisation a rédigé son rapport. J'ai été membre de ce comité. Je me suis demandé vers quel but nous tendions et qu'allait faire le présent comité. Doit-il chercher à savoir si on a gaspillé ou détruit du matériel de guerre qui n'aurait pas dû l'être? Or, quel est le but de notre comité? S'il consiste à veiller aux intérêts du public, nous devons laisser aux hommes en qui nous avons confiance le soin de disposer de ce matériel de guerre. Lors de notre première réunion, j'ai fait une proposition que je crois encore sage. J'ai dit que, dans l'intérêt du public, avant de mettre en vente de grandes quantités de matériel, il serait bon de former un comité composé de représentants des citoyens et du monde ouvrier pour décider si nous devons vendre ou brûler, disons 50 à 100 avions, comme cela se fait aux Etats-Unis où, d'un seul coup, on a mis le feu à des avions représentant une valeur de 50 millions de dollars, sans qu'il y ait eu une seule plainte. Osez la même chose au pays et vous soulèverez un tollé général. Le peuple criera: "Voilà ce que fait le Gouvernement!"

M. HOMUTH: C'est parce que le peuple n'aime pas le Gvt.

M. REID: Ce n'est pas tout à fait cela. Si j'étais dans l'opposition, je chercherais moi aussi un point sur lequel piquer le Gvt. On trouve toujours à redire au gouvernement en prétendant qu'il ne fait pas son devoir. Les Etats-Unis